


# MADAGASCAR - FMI: APERÇU DE LA COLLABORATION



**Patrick Imam**  
**Janvier 2016**  
**Fort Dauphin**

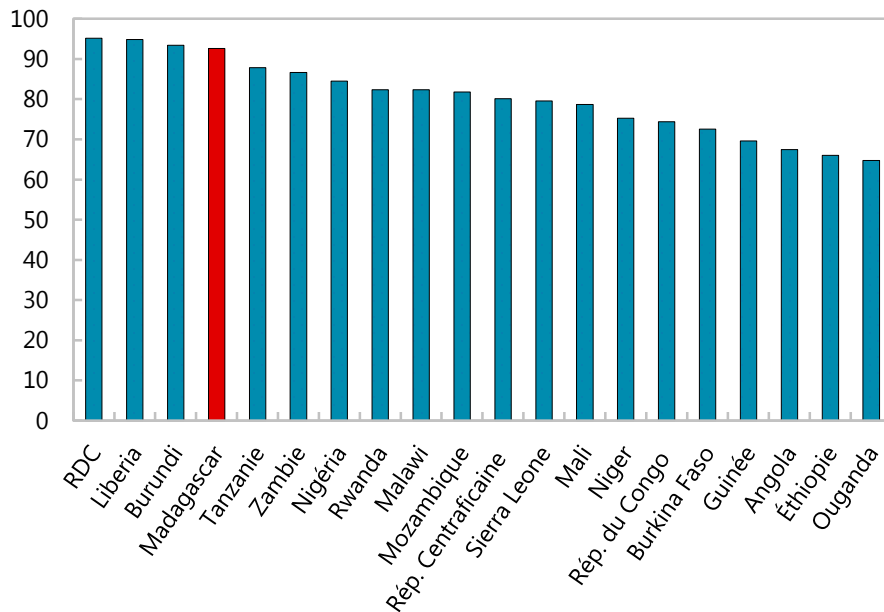
Les vues exprimées sont celles du Représentant Résident du FMI et ne reflètent pas nécessairement celles du Conseil d'administration du FMI.

## CONTEXTE GÉNÉRAL: LA CROISSANCE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ RESTENT LOIN DERRIÈRE CELLES DES PAYS DE L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

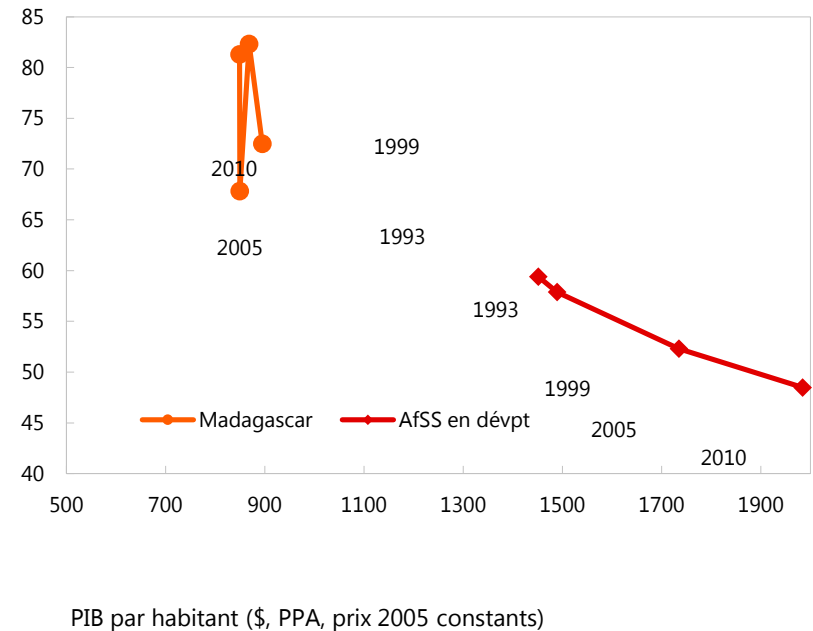
- Madagascar souffre d'importantes vulnérabilités:
    - **Instabilité politique:** Tous les chefs d'Etat ont soit gagné ou perdu leur pouvoirs après un événement anticonstitutionnel ces 50 dernières années (exception Président actuel)
    - **Institutions faibles:** qui se sont davantage affaiblies
    - **Mauvaise gouvernance:** niveau de corruption élevé
    - **Catastrophes naturelles:** 50 cyclones, 6 inondations, et 6 sécheresses depuis 1990
  - Un programme avec le FMI en faveur de la stabilité et de la soutenabilité macroéconomique cohérent avec une forte croissance et une réduction durable de la pauvreté
- 

# AVEC POUR RÉSULTAT UNE STAGNATION ÉCONOMIQUE ET UNE PAUVRETÉ GÉNÉRALISÉE

**Taux de pauvreté (2\$/jour) dans plusieurs pays d'Afrique Sub-Saharienne**  
(pourcentage de la population, observation la plus récente)

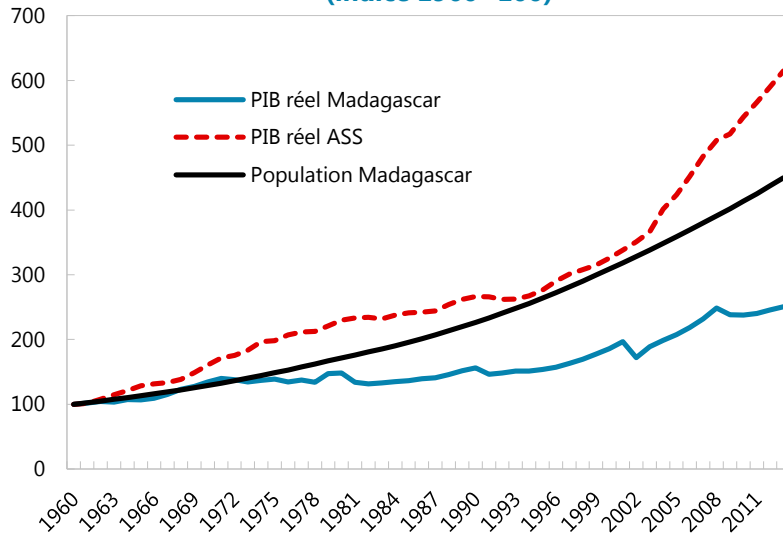


**Taux pauvreté (\$1,25\$/jour, PPA, pourcentage de la population)**

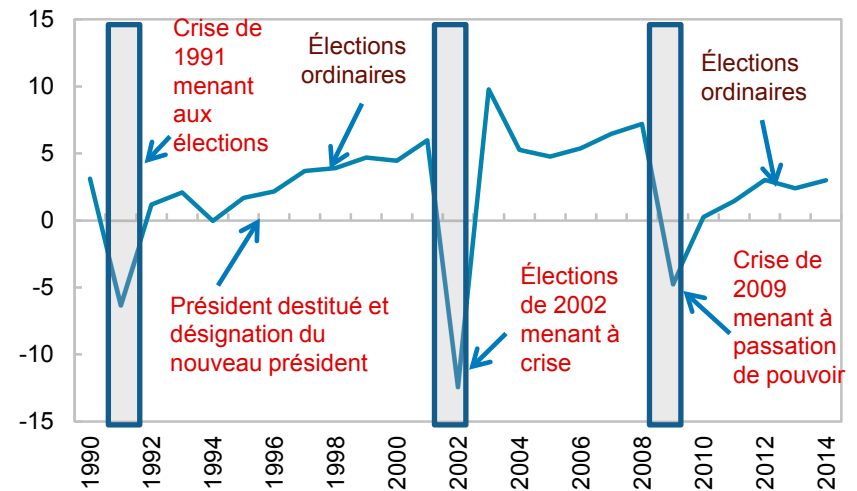


# NIVEAU DE VIE ÉRODÉ PAR LA RÉCURRENCE DES CRISES POLITIQUES ET LA CROISSANCE DE LA POPULATION

**PIB réel et population  
(indice 1960=100)**



**Croissance du PIB réel  
(pourcentage de variation annuelle)**



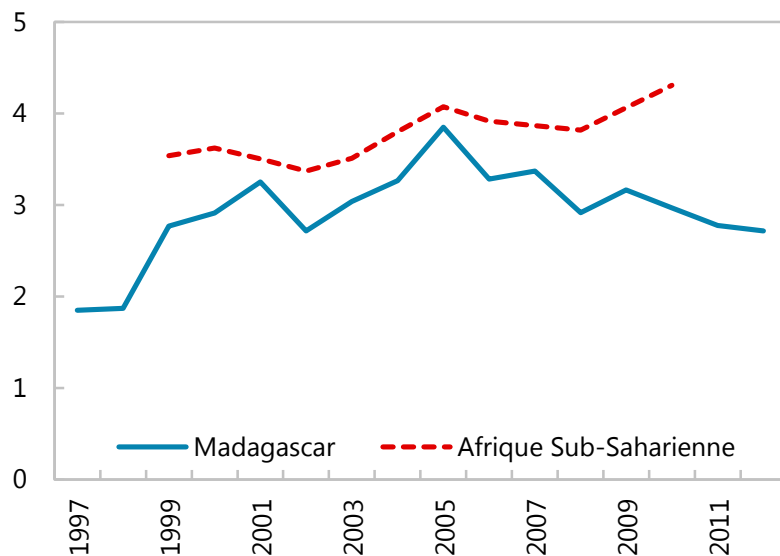
Source : autorités malgaches.



# LE SYSTÈME ÉDUCATIF EST SOUS PRESSION, DE MÊME QUE LE SYSTÈME DE SANTÉ

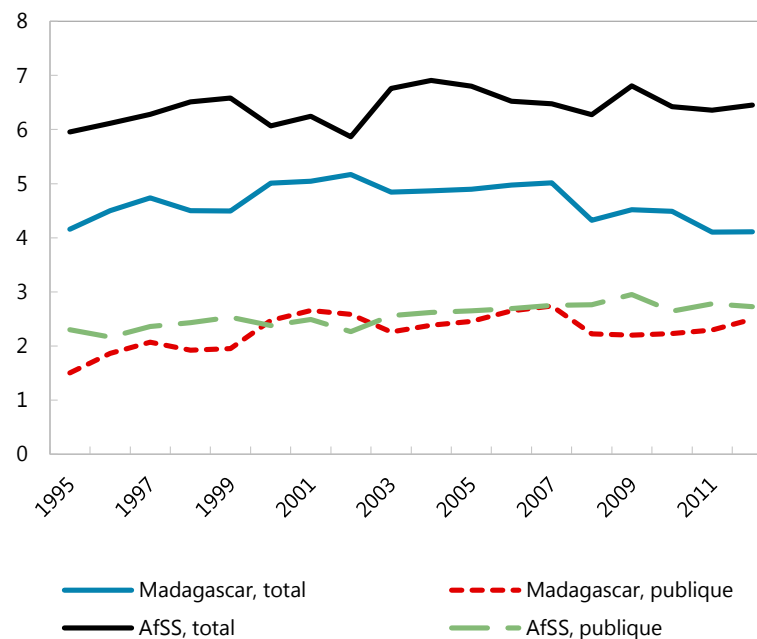
Un gap croissant avec des ressources significativement moindres comparé aux pays de l'Afrique Sub-Saharienne

**Dépenses publiques consacrées à l'éducation**  
(en pourcentage du PIB)



Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

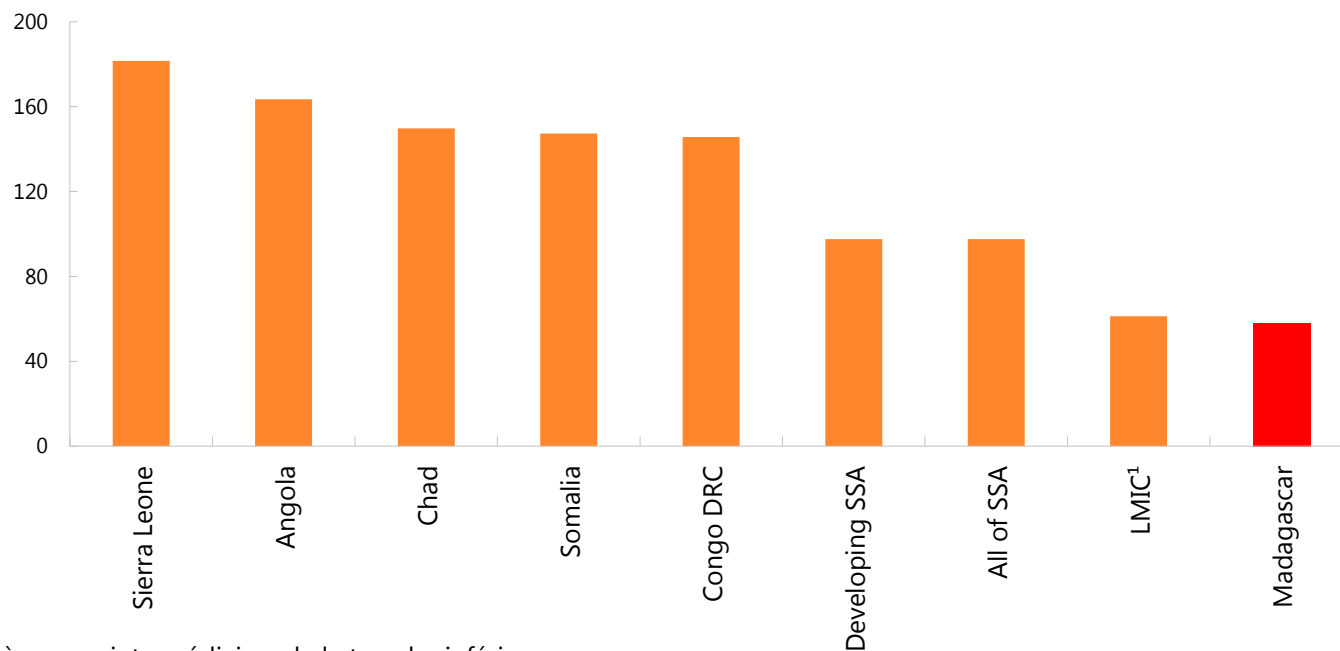
**Dépenses publiques totales et dépenses de santé**  
(en pourcentage du PIB)



# ASPECT POSITIF: CERTAINS INDICATEURS CLÉS DE LA SANTÉ PUBLIQUE SONT MIEUX QUE PRÉVUE

Taux de mortalité infantile comparable à ceux des pays à revenu moyen

**Mortalité des enfants de moins de cinq ans, 2012**  
(décès pour 1.000 enfants)



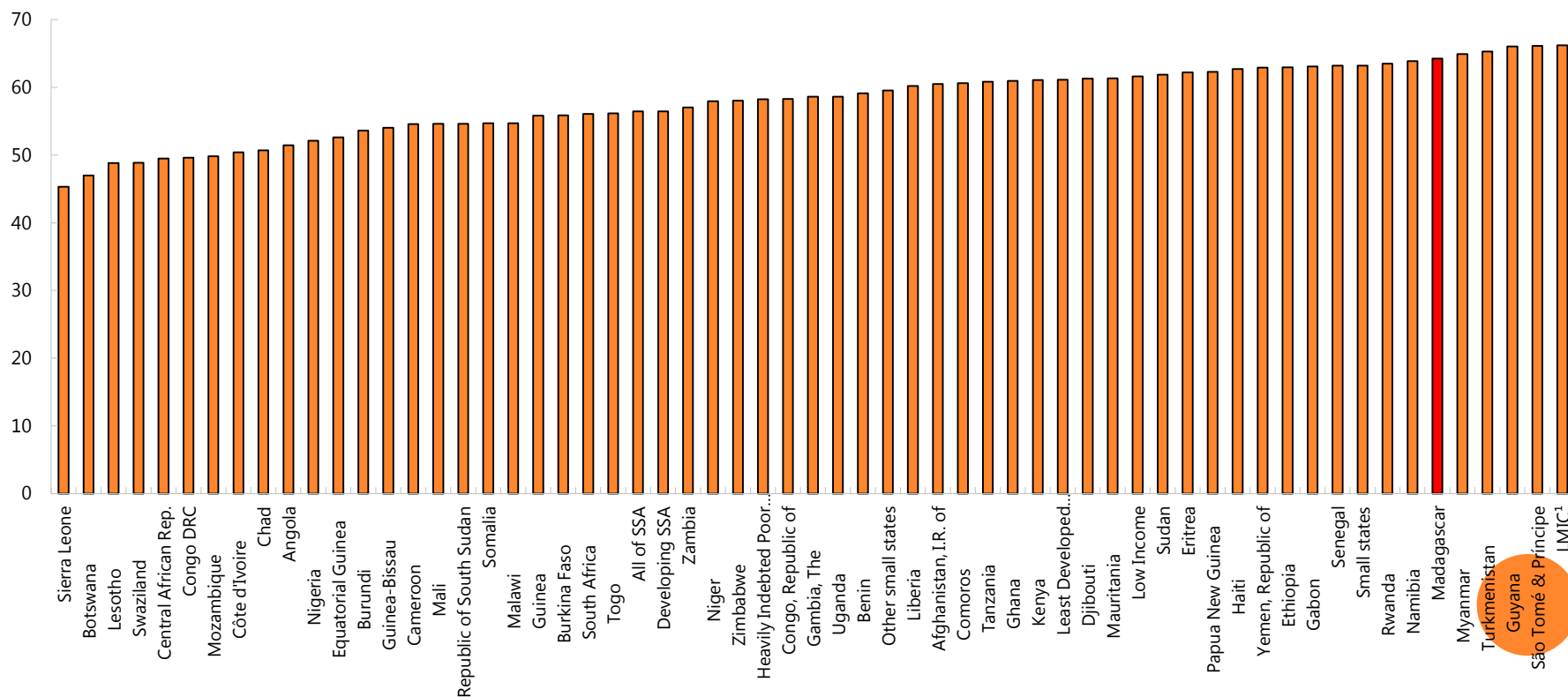
<sup>1</sup> Pays à revenu intermédiaires de la tranche inférieure.



# ASPECT POSITIF: CERTAINS INDICATEURS CLÉS DE LA SANTÉ PUBLIQUE SONT MIEUX QUE PRÉVUE (SUITE)

## Espérance de vie élevée

Espérance de vie à la naissance 2012



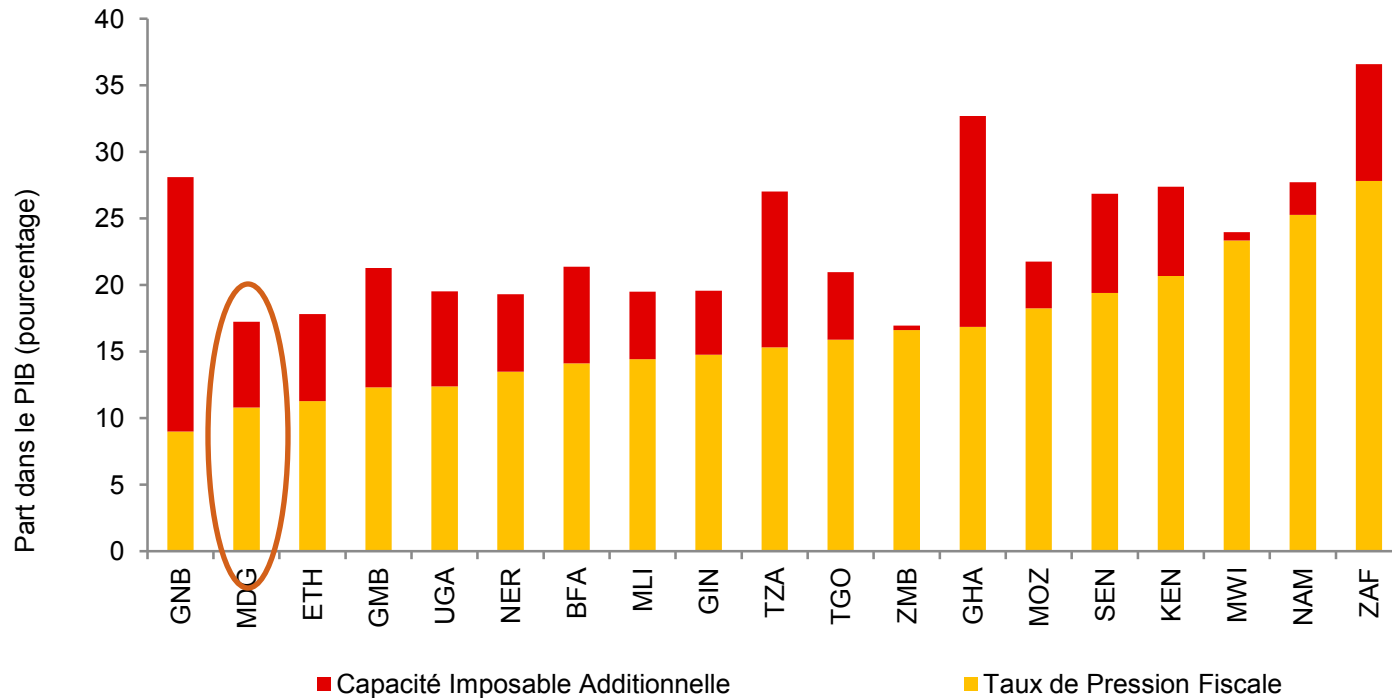
# POLITIQUE FISCALE: CRÉATION D'ESPACE BUDGÉTAIRE POUR LES DÉPENSES EN FAVEUR DE LA CROISSANCE ET DE LA PAUVRETÉ

- Collecte de recettes bien inférieure au potentiel contraignant les dépenses prioritaires et rendant la pays dépendant des aides extérieures
- Composition sous-optimisée des dépenses
- Inquiétudes sur le plan de la Gouvernance:
  - Corruption: “Le gagnant rafle tout”
  - Evasion fiscale importante
  - Faiblesses dans la gestion des dépenses publiques
- Faible niveau de la dette offrant une marge de manoeuvre pour financer des dépenses additionnelles mais devant-être accompagné par une amélioration de la gouvernance



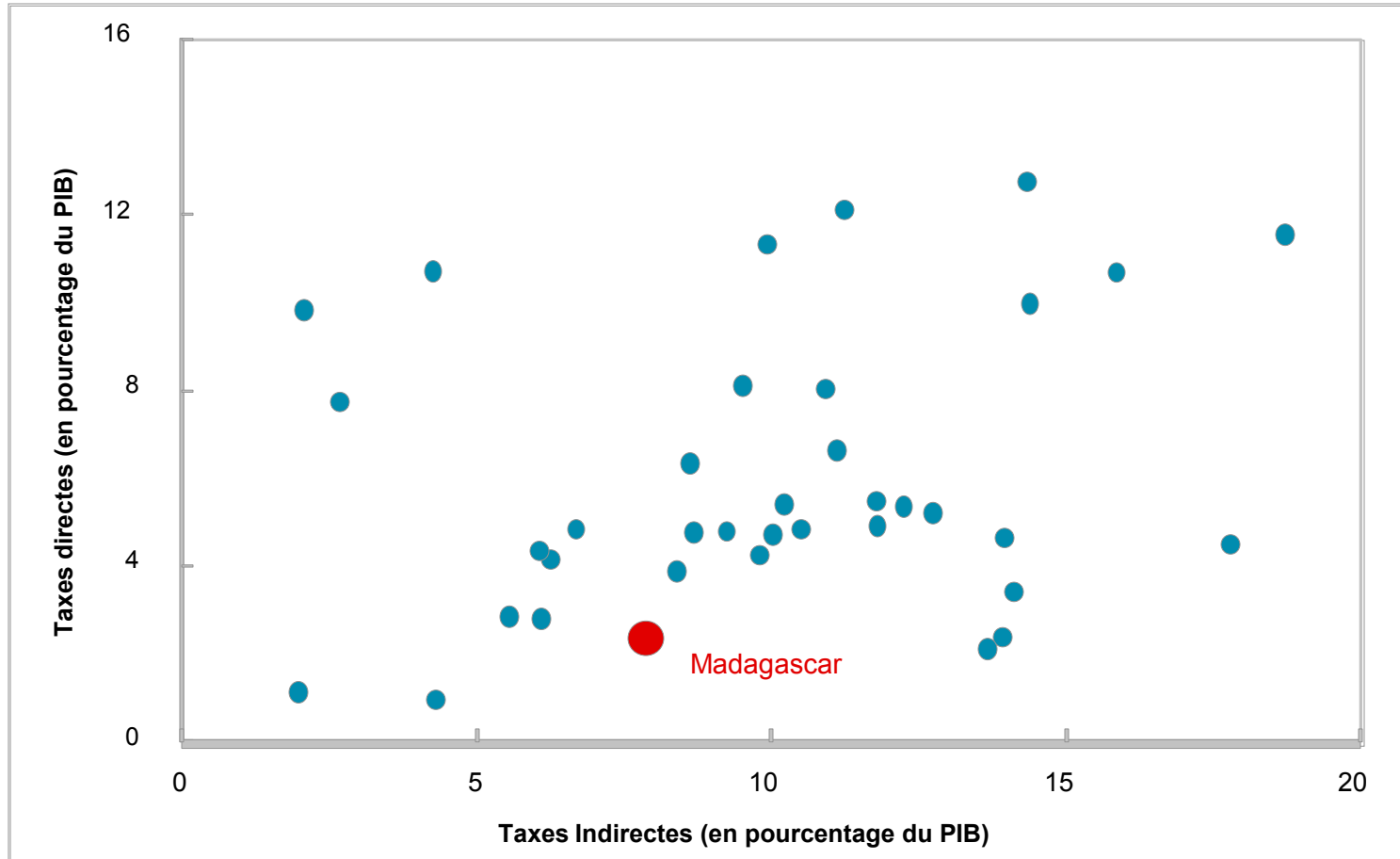


# L'ÉTAT A ACTUELLEMENT DES RESSOURCES FINANCIÈRES LIMITÉES

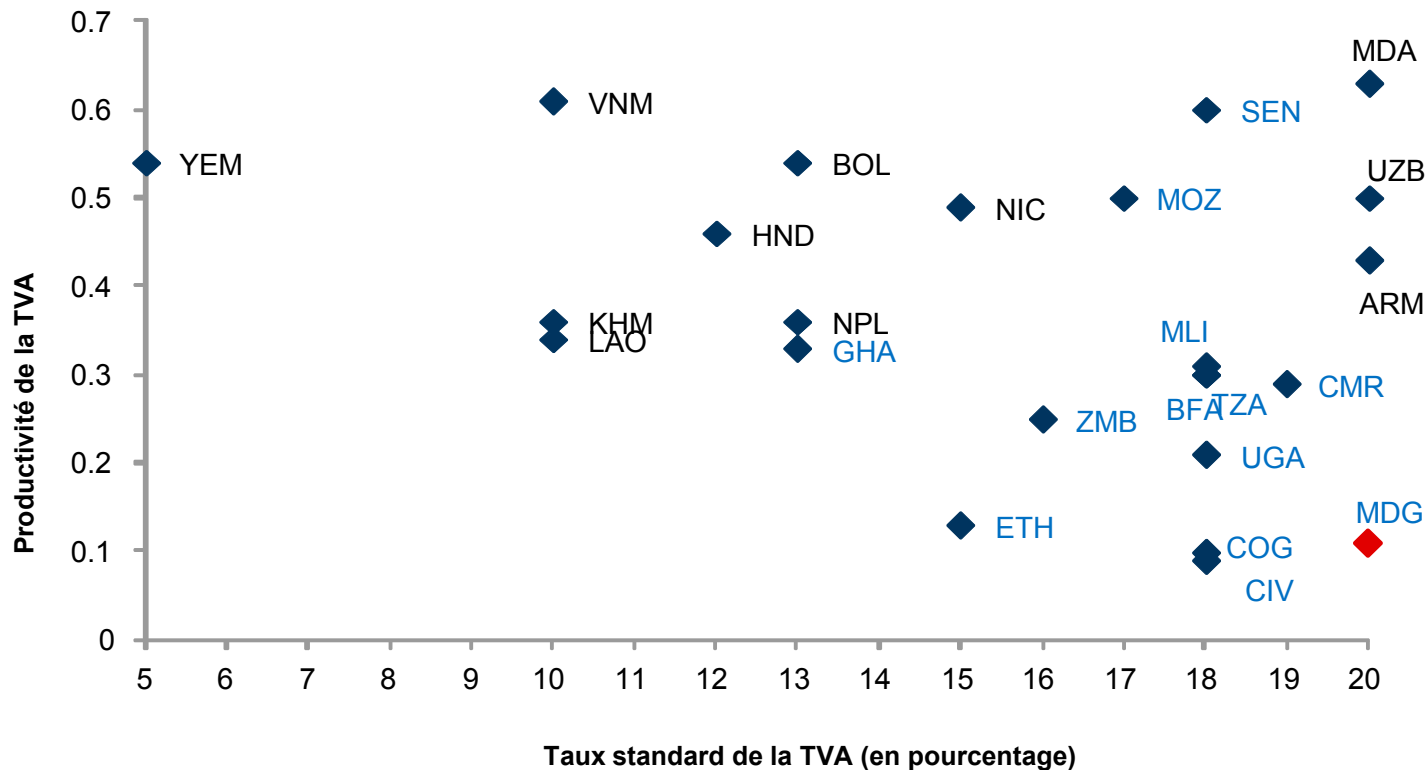


Source: Fenochetto et Pessino (2013). Note: les Taux de Pression Fiscale sont pour 2011 ou 2012, en fonction de la disponibilité des données. La capacité imposable additionnelle indique le montant des impôts que le pays pourrait collecter si le système de taxation est efficace. Le calcul est basé sur les estimations de l'effort de taxation en utilisant l'Analyse de Frontière Stochastique (AFS).

# LA COLLECTE DE TAXES DIRECTES EST PARMIS LE PLUS BAS DES PAYS DE L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE



# LES TAXES INDIRECTES PEUVENT-ÊTRE ÉGALEMENT AUGMENTÉES

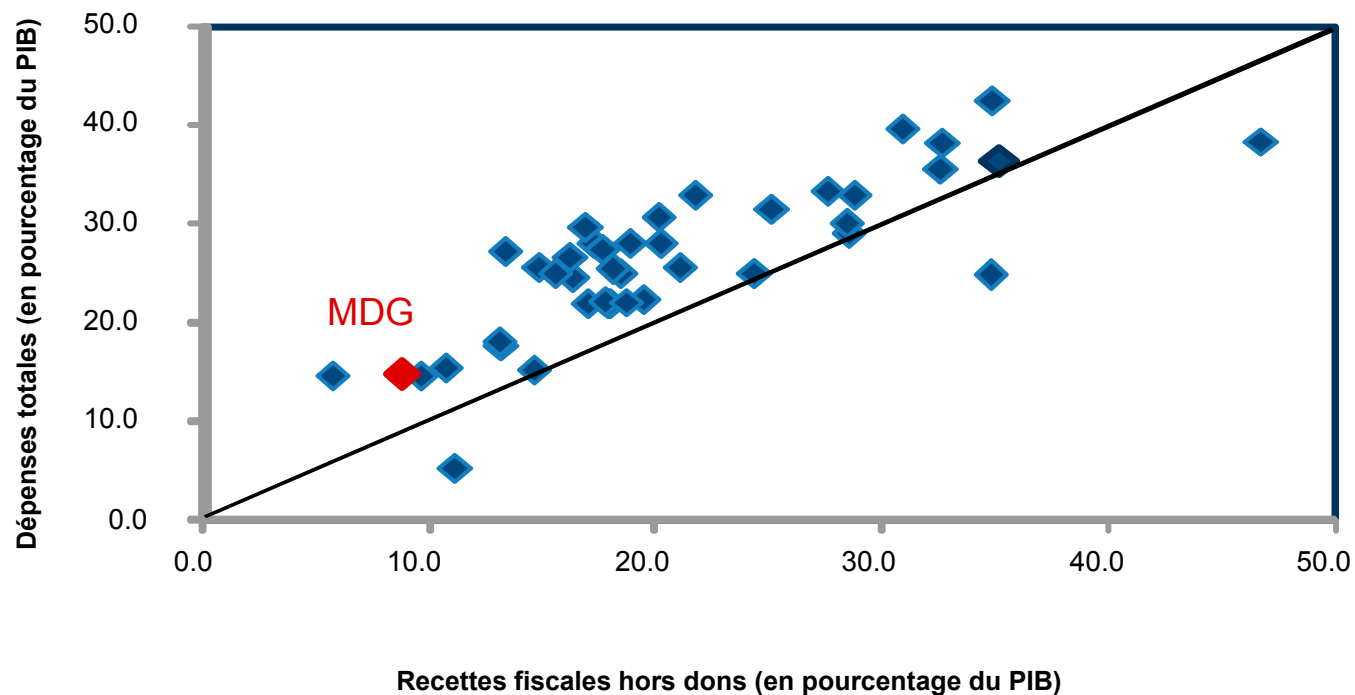


Source: USAID Bases de données sur la collecte de taxes 2011/12.

Note: La productivité de la TVA est définie comme le ratio de la TVA collectée sur le le taux standrad de la TVA



# LES RESSOURCES LIMITÉES CONTRAIGNENT LES DÉPENSES PUBLIQUES ET ACCROÎSSENT LA DÉPENDANCE AUX FLUX D'AIDE EXTÉRIÈRE

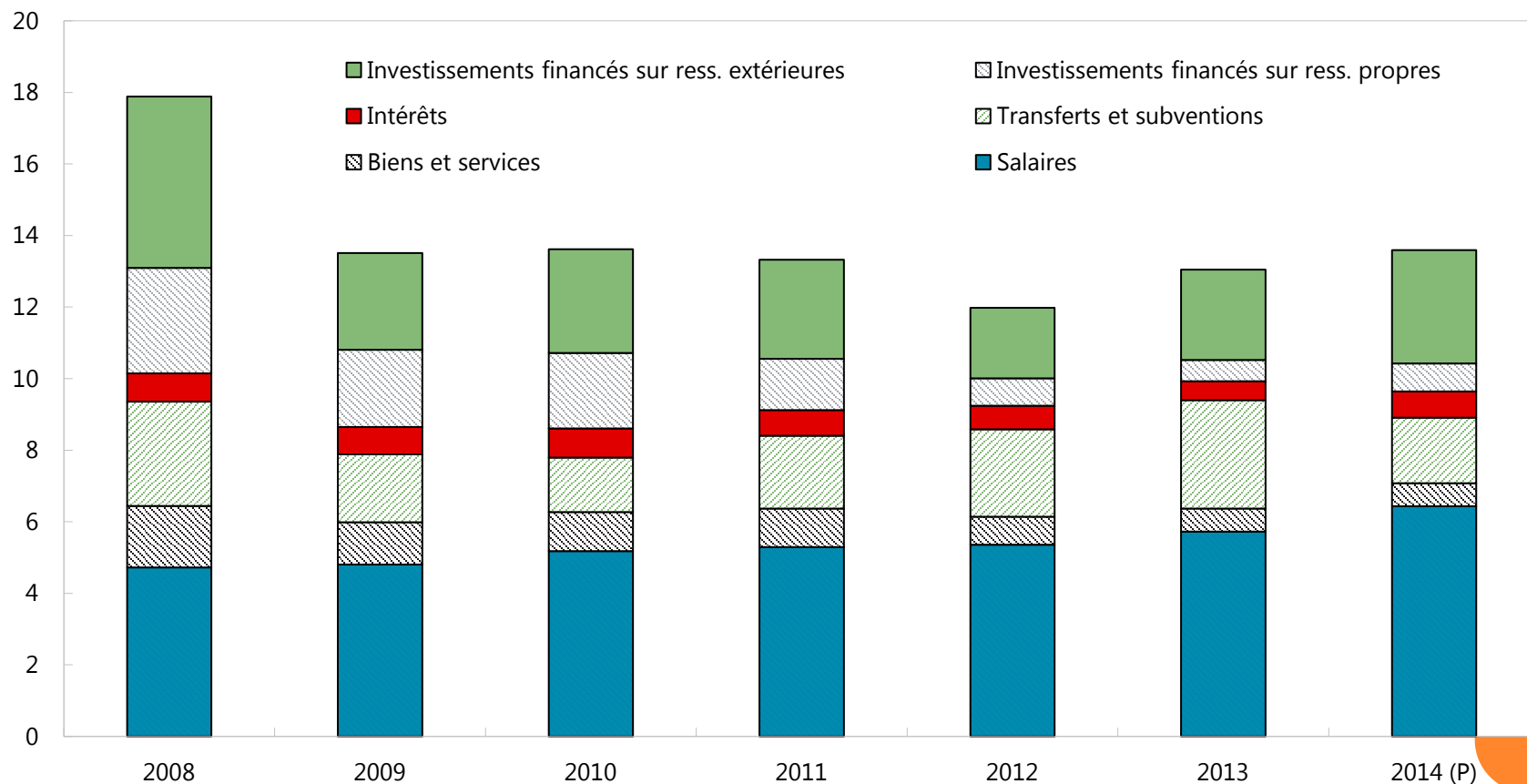


Source: Equipe-pays du FMI.



# ...ET LA COMPOSITION DES DÉPENSES NÉCESSITE UNE ATTENTION PARTICULIÈRE

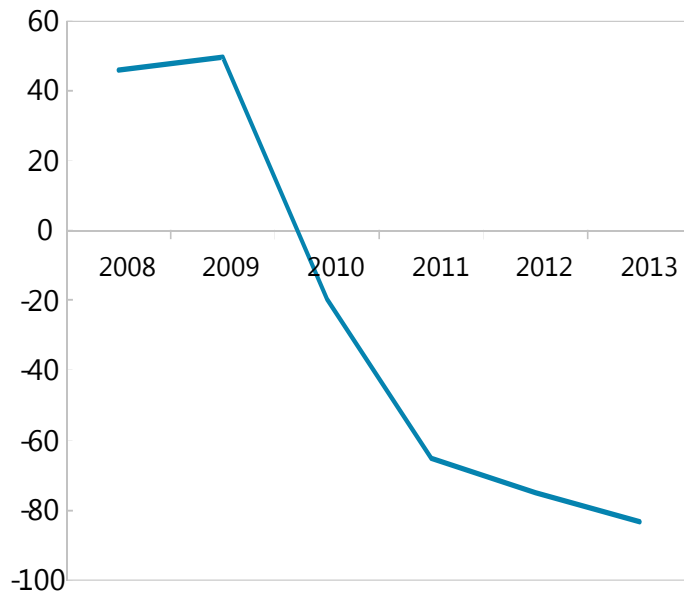
Dépenses budgétaires, 2008-14  
(pourcentage du PIB)



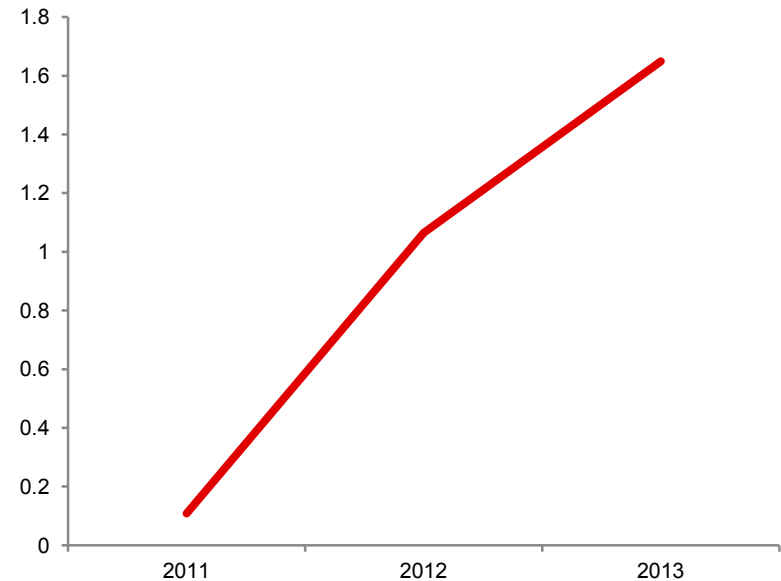
# LES TRANSFERTS ET LES SUBVENTIONS COÛTEUX ONT BESOIN D'ÊTRE ABORDÉS ...

## JIRAMA: Excédent Brut d'Exploitation

(en millions de US\$)



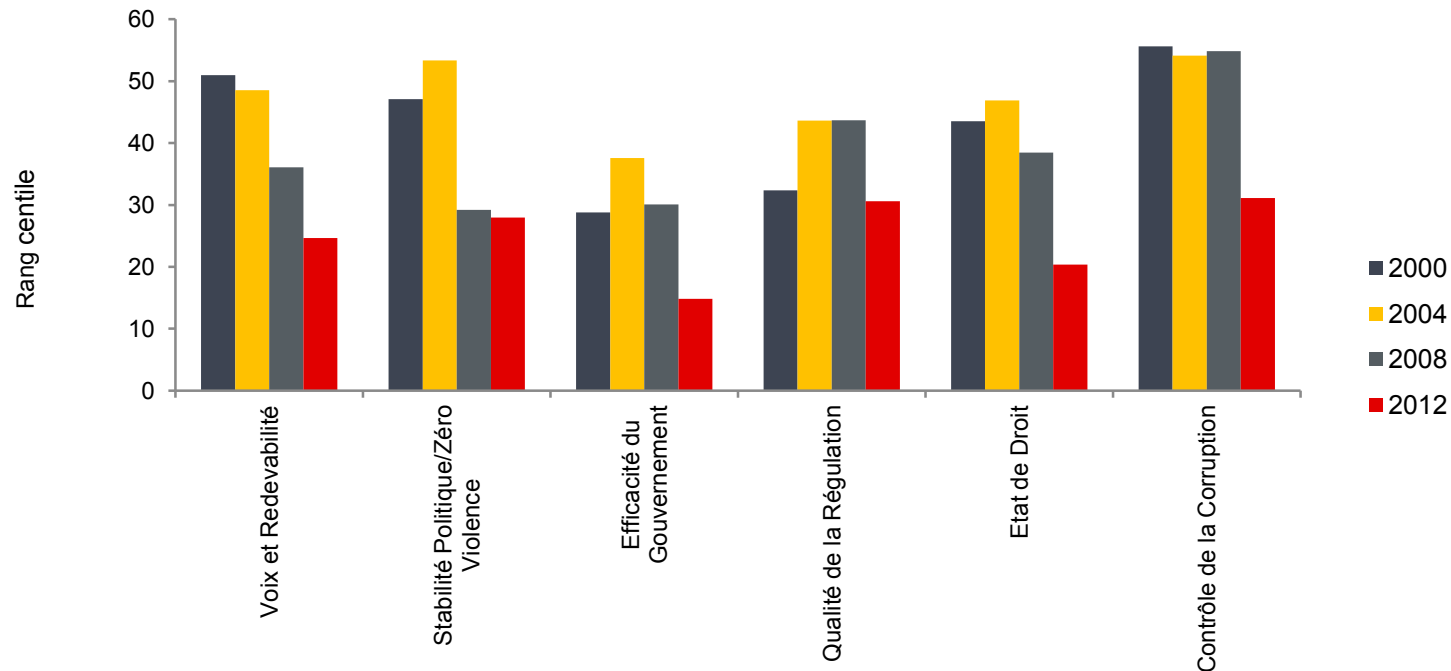
## Subventions aux carburants et transferts y afférents (en pourcentage du PIB)



Source: Estimations de l'équipe du FMI basées sur les données des autorités Malagasy.

# ...DE MÊME QUE LA BAISSSE CONTINUE DES NORMES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

Madagascar: Performance suivant les dimensions de Gouvernance, 2000-12



Source: Indicateurs Mondiaux de Gouvernance (<http://>

Note: La figure indique le rang de Madagascar par rapport aux six dimensions des indicateurs mondiaux de gouvernance. Un rang élevé correspond à une meilleure gouvernance.  
[info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#home](http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#home))

# COOPÉRATION FMI - MADAGASCAR

- Reprise officielle de la coopération: Avril 2014 (après une pause de 5 ans due à la crise politique)
- Madagascar a depuis bénéficié de:
  - Deux aides financières au titre de la FCR (Facilité de Credit Rapide):
    - 1<sup>er</sup> décaissement: 47.1 millions de US\$ (Juin 2014);
    - 2<sup>nd</sup> décaissement: 42.1 millions de US\$ (Novembre 2015);
  - Plusieurs mission d 'Assistances Techniques
  - Programme d'évaluation du secteur financier
  - Une consultation au titre de l'Article IV (discussion sur les politiques économiques)

N.B: Le 2eme FCR a été accompagné d'un "Programme de Référence" (Sept 2015 – Mars 2016) qui permet de faire le suivi de réalisation de certains objectifs bien précis que les deux parties se sont convenus




# FACILITÉ DE CREDIT RAPIDE (FCR): OBJECTIFS CLÉS

- Apporter rapidement une aide financière concessionnelle, avec de conditionnalités limitées, aux pays à faible revenu qui se heurtent à un problème immédiat de balance de paiements
- Soutenir la mise en oeuvre de politique économique ou mesures:
  - Dans le domaine de la politique fiscale;
  - Dans le domaine monétaire et opérationnelle de la Banque Centrale;
  - Favorisant une croissance économique inclusive
- Servir de catalyseur pour mobiliser l'aide des partenaires techniques et financiers
- Offrir une Assistance Technique dans les domaines de compétences du Fonds Monétaire International

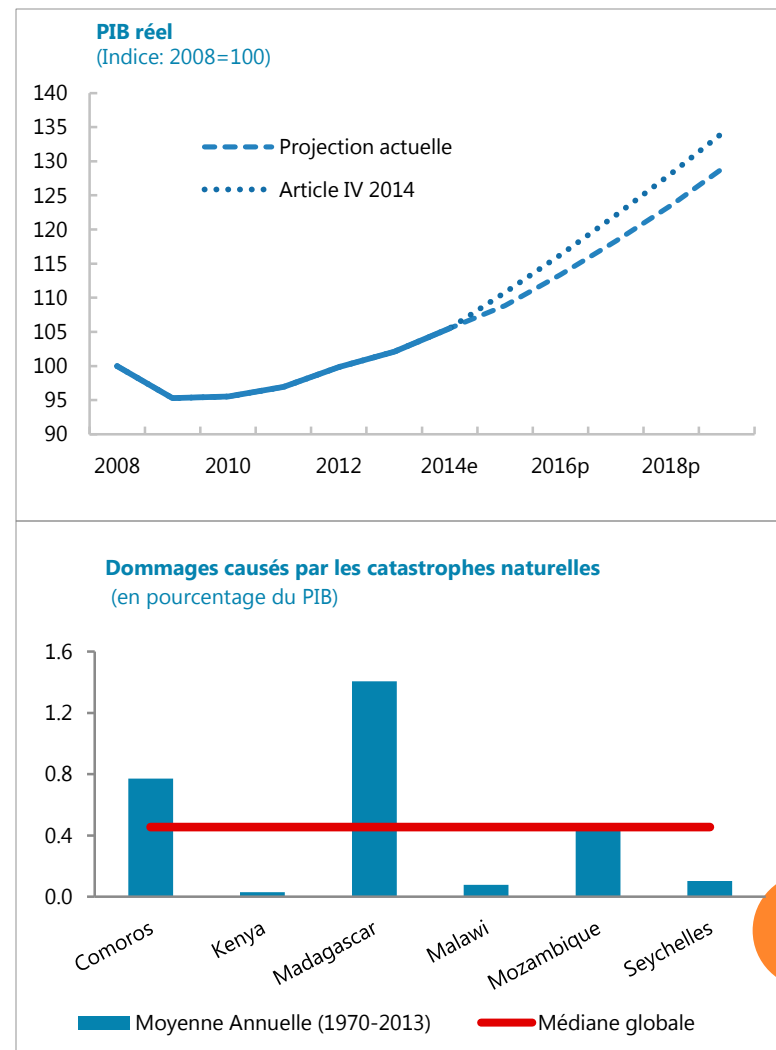


# STRATÉGIE DE LA 1<sup>ÈRE</sup> FCR

- Ambitieux objectifs de recettes
  - Financement accru des dépenses publiques prioritaires
  - Arrêt de l'accumulation de nouveaux arriérés
  - Elimination progressive des subventions pétrolières
  - Mais la stratégie a été déjouée par:
    - Redressement économique lente
    - Sous-performance dans la collecte de recettes
    - Effets d'éviction sur les dépenses prioritaires à cause des société étatiques, des fonds de pension et des subventions pétrolières
    - Plus faible flux financiers en provenance des partenaires technique et financiers que prévu
- 

# FAIT 1: REDRESSEMENT PLUS LENT QUE PRÉVU

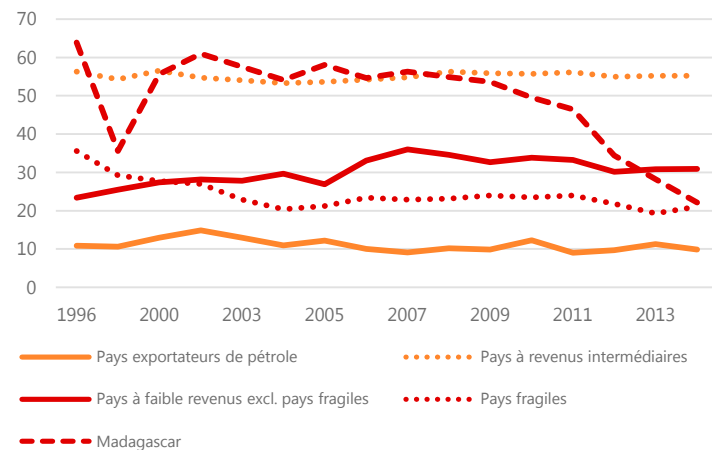
- Performance globale plus faible qu'initialement prévu en raison de nombreux défis:
  - Instabilité politique
  - Faiblesse des institutions
  - Mauvaise gouvernance
  - Catastrophes naturelles récurrentes
- Taux de croissance potentiel projeté aux environs de 4.5% par an



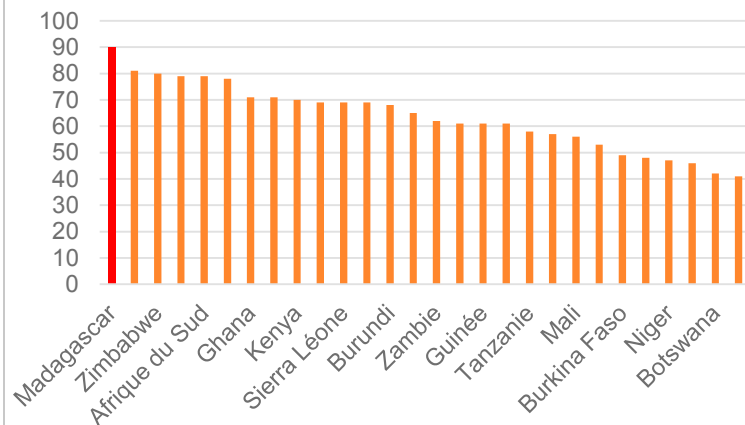
## FAIT 2: GOUVERNANCE ET CORRUPTION CONSTITUENT DES PROBLÈMES CRITIQUES

- La politique est dominée par la recherche de rente
- La situation politique est instable et n'est pas propice au développement (différentes tentatives d'empêchement)
- L'engagement pour combattre la corruption est remis en cause par le public en général

Contrôle de la Corruption (en rang centile)



Pourcentage de la population qui doute de l'engagement de lutter contre la corruption (Transparency International)



# STRATÉGIE DU 2<sup>EME</sup> FCR ET DU “PROGRAMME DE RÉFÉRENCE” (SEPT 2015 – MARS 2016)

- Objectifs de recettes
- Amélioration de la composition et de la qualité des dépenses fiscales
- Elimination totale des subventions pétrolières
- Renforcement de l'indépendance de la Banque Centrale
- Maintien du taux de change flexible à la suite de l'unification du taux de change officiel



# PERSPECTIVES

- Mars 2016: Mission de revue du “Programme de Référence” sur la base des réalisations du mois de Décembre 2015
- May/Juin 2016: Mission de revue du “Programme de Référence” sur la base des réalisations du mois de Mars 2016. Si tout se déroule bien, début de discussion sur un programme à moyen terme nommé FEC (Facilité Elargie de Crédit)
- Septembre ou Octobre 2016: Mission de consultations au titre de l’Article IV avec pour objectifs de passage au niveau du Conseil d’Administration au mois de Novembre ou Décembre 2016

